

Arménie

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

► *Actions des forces de sécurité et enquêtes effectives*

Mauvais traitements et/ou torture en garde à vue; enquêtes ineffectives concernant les allégations de tels actes et d'une possible discrimination fondée sur des motifs politiques.

Groupe Virabyan (40094/05+)
Arrêt définitif le 02/01/2013

Surveillance soutenue

État d'exécution

Absence d'enquêtes effectives sur la mort d'un conscrit militaire en poste dans la zone du Nagorno-Karabakh.

Muradyan (11275/07)
Arrêt définitif le 24/02/2017

Surveillance soutenue

État d'exécution

► *Conditions de détention – soins médicaux*

Prisons: refus d'apporter les soins médicaux appropriés aux détenus souffrant de maladies diverses (ex. ulcère, cancer, maladie cardiaque).

Groupe Ashot Harutyunyan (34334/04+)
Arrêt définitif le 15/09/2010

Surveillance soutenue

État d'exécution

► *Légalité de la détention et questions connexes*

Lacunes dans le droit national et la pratique judiciaire entraînant des placements illégaux en détention provisoire et des prolongations irrégulières de celle-ci, absence ou iniquité du contrôle judiciaire de la détention et atteinte au droit au respect à la vie privée et des correspondances.

Groupe Poghosyan (44068/07+)
Arrêt définitif le 20/03/2012

Surveillance standard

État d'exécution

► *Fonctionnement de la justice*

Procédure inéquitable concernant la déclaration d'incapacité juridique du requérant et atteinte à son droit à la vie privée.

Nikolyan (74438/14)
Arrêt définitif le 03/01/2020

Surveillance standard

État d'exécution

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

► *Protection du domicile et de la propriété - personnes déplacées*

Impossibilité pour des personnes déplacées d'obtenir l'accès, dans le contexte du conflit du Nagorno-Karabakh, à leurs maisons et propriétés situées à Nagorno-Karabakh et dans les territoires environnants - absence de recours effectifs.

Chiragov et autres (13216/05)

Arrêt définitif le 16/06/2015

Surveillance soutenue

État d'exécution